

# ANTHROPEN

Le dictionnaire francophone d'anthropologie ancré dans le contemporain

## VILLE INTELLIGENTE

Savolle, Adrien  
Université Laval, Canada

Mirza, Vincent  
Université d'Ottawa, Canada

Date de publication : 2023-20-03  
DOI : [10.47854/anthropen.v1i1.51630](https://doi.org/10.47854/anthropen.v1i1.51630)  
[Voir d'autres entrées dans le dictionnaire](#)

Malgré son usage très courant, il reste difficile de bien définir l'expression « ville intelligente » en sciences sociales, et plus particulièrement en anthropologie, pour des raisons sémantiques et pour des raisons conceptuelles.

L'expression « ville intelligente » vient de l'anglais *smart city* (Eveno 2018) et cela pose un problème car il n'existe pas d'équivalent satisfaisant en français pour traduire littéralement *smart* dans cette expression. En effet, si *smart city* insiste sur le caractère astucieux de l'utilisation des données produites par des capteurs numériques insérés dans le bâti, puis de leur traitement par des algorithmes pour répondre en temps réel à des problèmes prédéfinis, sa traduction en « ville intelligente » a tendance à sous-entendre que les formules mathématiques utilisées dans ce procédé seraient des entités intelligentes.

De prime abord, la ville intelligente est donc simplement une ville dans laquelle on insère des objets connectés dans le but de récolter un maximum de données (déplacement des habitants, qualité de l'air, etc.) utilisées astucieusement en temps réel pour résoudre au mieux des problèmes prédéfinis (détection du comportement anormal d'un piéton, réduction de la vitesse autorisée pour les voitures en cas de pollution atmosphérique...) (Kitchin 2014).

De plus, certains algorithmes (ensemble de règles opératoires dont l'application permet de résoudre un problème énoncé) édictés par des humains visent à résoudre des problèmes et sont parfois prédéfinis pour se complexifier d'eux-mêmes en vue de résoudre le problème qui leur est assigné (*deep learning*). Étant alors doués de raisonnement, on les appelle *artificial intelligence* (Boden 2016). Pourtant ces intelligences artificielles sont

ISSN : 2561-5807, Anthropen, Université Laval, 2021. Ceci est un texte en libre accès diffusé sous la licence CC-BY-NC-ND, <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Citer cette entrée : Savolle, Adrien et Vincent Mirza. (2023-20-03), *Ville intelligente*. Anthropen. <https://doi.org/10.47854/anthropen.v1i1.51630>

circonscrites à des raisonnements basés uniquement sur des calculs et ne peuvent aucunement conceptualiser les problèmes qu'elles tentent de résoudre. De ce point de vue, cela reste surtout des outils mathématiques visant une efficacité maximale.

Notons ici que, comme les problèmes sont prédéfinis par des humains, les villes intelligentes encapsulent forcément les biais des programmeurs informatiques et des décideurs. De plus, la ville intelligente ne se résume pas à une proposition de solutions techniques à des problèmes, car l'imaginaire qui y est attaché contient « une certaine image, et même une certaine idéologie spatiale des villes d'aujourd'hui et de demain que certains entendent promouvoir » (Lussault 2018 : 15). Définir ce qu'est la ville intelligente demande donc de prendre en compte le « techno-imaginaire » découlant du « technomessianisme » (Balandier 2001) qui l'accompagne.

Historiquement, l'expression *smart city* date des années 1990 et émane de réflexions sur l'influence des technologies de l'information et du numérique sur l'urbain (Söderström et al. 2014). La firme IBM, qui connaît alors des difficultés financières, va reprendre ce concept et le travailler pour faire de la *smart city* une ville remplie de systèmes connectés et interreliés qui permettraient à une métropole d'être prospère. Cette idée (économiquement rentable pour IBM) permet également la mise en place de firmes spécialisées dans les *big data* dont Cisco est la grande bénéficiaire. L'ensemble des entreprises de communication emboîtent rapidement le pas à IBM, et la *smartness* devient le gage de la réussite d'un projet urbain.

D'une manière moins prosaïque, les villes intelligentes (et donc un bon nombre de métropoles des prochaines décennies) sont maintenant « pensées comme devant trouver des relais de croissance, qui imposent la mutation technologique, dans un contexte de concurrence mondiale exacerbée par les nouvelles rivalités commerciales » (Lussault 2018 : 16). Les villes intelligentes sont donc des « fictions auto-réalisatrices » (Picon 2013 : 12) qui doivent être prises au sérieux et conceptualisées, dans la mesure où cette idéologie spatiale modèle en partie de nombreux projets urbains en cours. C'est une vision rationnelle de la ville, et un idéal-type qui veut optimiser l'offre individuelle à travers de nombreuses offres tout en proposant un optimum collectif, en s'appuyant sur des initiatives de types *peer to peer* (réseau connecté permettant des échanges de fichiers) ne demandant pas d'autorité régulatrice. La plateforme Airbnb en est un exemple parfait. Cette régulation particulière non prédéfinie est alors rendue possible grâce à la multitude de capteurs de tous types donnant à la ville une *digital skin* (Rabari et Storper 2015).

De ce point de vue, ce qui semble caractériser le concept de ville intelligente est sa prétention à incorporer dans sa constitution des politiques basées sur des possibilités offertes par les multinationales à la sphère politique, ainsi que des créations venant de la base dont les *fab labs* sont un des exemples souvent mis de l'avant.

Pourtant, les effets sociaux et les stigmatisations territoriales relatifs à l'urbanisation ont été décrits depuis la constitution des sciences humaines (Simmel 1990 [1900] ; Weber 1958 [1921]). L'école de Chicago parlait déjà de

« région morale » ou de « milieux sociaux », qui permettent de « vivre en même temps dans différents mondes contigus, mais par ailleurs nettement séparés » (Park 1952 : 47, traduction libre). De son côté, les analyses de transformations sociales accompagnant les transformations urbaines menées par l'École de Manchester (basée à l'Institut Rhodes Livingston), dès la fin des années 1930, nous ont depuis longtemps ouvert à la complexité des relations sociales en contextes urbains, en défrichant « de nouveaux champs qui demeurent à la source de nombreux débats : la pluralité des normes, leurs enchevêtrements, les formes de ruptures ou d'assemblages engendrées par la coexistence de systèmes normatifs, l'analyse des flux, des réseaux et des rôles, la relation entre le conflit et la dynamique » (Hilgers 2012 : 30).

Donc, lorsque l'on déconstruit un tant soit peu les discours véhiculés par les promoteurs des villes intelligentes et que l'on prend en compte « l'ordre approximatif et toujours mouvant » (Balandier 1971 : 70) des sociétés humaines, et le fait que « le mode de différenciation des éléments sociaux, les divers ordres au sein desquels ils s'inscrivent et la forme prise par l'action politique sont des phénomènes intimement liés » (Balandier 2013 : 93), voire même le remplacement de l'idée d'adaptation ou de but par la notion d'autocorrection chère au projet cybernétique lui-même (Bateson 1972), apparaît alors une question centrale que Picon remet bien en contexte : les villes intelligentes donnent à leurs habitants la capacité de participer à de nouveaux processus et mécanismes de gouvernance urbaine. D'un autre côté, elles permettent à des entreprises et des décideurs politiques de contrôler de nombreux pans de cette gouvernance, par exemple, la circulation des transports privés et collectifs et donc le déplacement d'une partie importante des habitants. Dans ces conditions, « la vraie question est de savoir comment et dans quelle mesure peuvent se combiner le *bottom-up* et le *top-down* » (Picon 2019 : 230, traduction libre).

Cette question n'a pour le moment pas de réponse définitive, et il faut noter que les contextes de mise en place des villes intelligentes feront sans doute que la réponse se dévoilera au cas par cas, nuanciant donc les premières analyses formulées par les sciences sociales au sujet des technologies numériques. En effet, ces premières réflexions, qui imprègnent encore de nombreuses interprétations contemporaines, font des possibilités offertes par le numérique des outils d'émancipation citoyenne (Shirky 2009) ou, au contraire, des outils de surveillance et de nouvelles possibilités de répression mobilisables par les États (Morozov 2011). Or les faits empiriques montrent plutôt que c'est un mélange subtil d'émancipation et de surveillance qui découle des multiples utilisations des technologies numériques. Les services de transport utilisant la géolocalisation des objets connectés en sont un bon exemple : ils diversifient les modes de transport offerts aux habitants des centres-villes (service de vélos et de voitures partagés) et conseillent l'itinéraire le plus rapide pour aller à une quelconque adresse en fonction du mode de transport choisi. Ils sont appréciés de la plupart des habitants des villes intelligentes, mais ils ne sont possibles qu'à travers une surveillance fine des déplacements de tout un chacun dans la ville.

Ce mélange d'outils à la fois émancipatoires et de surveillance font que les villes intelligentes ne peuvent être appréhendées sans prendre en compte le fait qu'elles sont des parties d'un tout plus large. C'est pourquoi des analyses macroscopiques, comme celle du capitalisme de surveillance (Zuboff 2020) dans lequel les entreprises privées spécialisées dans le secteur numérique surveillent les comportements des individus pour transformer leurs besoins et vendre des produits, ou celle de l'autoritarisme numérique (Glasius et Michaels 2018), sont des grilles de lecture qui ne peuvent être ignorées dans l'analyse des projets de planification des villes intelligentes contemporaines.

D'autres concepts permettent également de déconstruire ces projets spécifiques de planification urbaine pour mieux les comprendre. En effet, comme les projets de planification urbaine sont des projets politiques s'appuyant sur un discours scientifique, le concept d'*algocracy* (Danaher 2016) permet de remettre en question les biais contenus dans les algorithmes traitant les données numériques produites dans les villes intelligentes, et soulève les nombreuses questions éthiques découlant de l'utilisation d'algorithmes.

De son côté, le concept de gouvernementalité numérique (qui élabore les données produites par les objets connectés insérées dans le bâti comme de nouveaux savoirs disponibles sur la population, et les algorithmes traitant ces données comme des formules mathématiques exerçant un pouvoir sur cette population) permet de révéler la volonté d'anticipation des comportements des habitants comme un objectif inhérent à l'édification et la bonne marche des projets de villes intelligentes. La mise en place d'une telle gouvernementalité transforme également la subjectivité des individus qui y sont soumis (Ho 2017) et celle-ci demande donc à être prise en compte.

De plus, lorsqu'on les analyse plus finement, les nombreux projets contemporains de planification des villes intelligentes cherchent à répondre à des problématiques diverses, certaines *smart cities* étant présentées comme des *healthy cities* ou des *eco-cities*. En effet, bien que le gouffre énergétique que représentent les *data centers* semblent incompatibles avec la préservation de l'environnement, les promoteurs des villes intelligentes insistent sur le fait que la compilation des nombreuses données sur la consommation énergétique des villes permettra de définir les politiques publiques adéquates pour optimiser, et donc faire diminuer, la consommation générale.

Enfin, l'ensemble de ce que nous venons d'indiquer souligne aussi que ces projets incorporent des idéologies, et qu'ils résultent de la projection d'une vision idéale qu'ont de la ville experts et décideurs politiques, compilant des visions particulières du monde social et des objectifs économiques. Les projets de planification urbaine de villes intelligentes sont donc des « artefacts idéologiques » (Ryan 2011 : 310) influençant la représentation symbolique de la ville (représentation patrimoniale, mémorielle, etc.) ainsi que les pratiques et modes de vie des habitants de ces zones. Il faut à ce sujet souligner que l'appellation la plus en vogue ces dernières années est celle de *safe city*, ou ville sûre. D'ailleurs, les projets actuels de planification de villes intelligentes sont majoritairement axés sur ce résultat de sécurité : empêcher les crimes courants, anticiper les imprévus (actes terroristes, catastrophes naturelles,

pandémies...) et les effets du réchauffement climatique, assurer dans des circuits courts les besoins de la ville (énergie, nourriture, etc.).

Les villes intelligentes en construction sont donc des projets d'ingénierie sociale de plus en plus totalisants et de plus en plus complexes à penser. Elles demandent aux chercheurs de multiples compétences ayant trait aux dynamiques sociales, aux questions éthiques et aux aspects techniques. Dans la mesure où ces constructions sont connectées au monde numérique mais également au monde physique, elles ne sont pas analysables en tant que telles de manière satisfaisante, et doivent être replacées dans leur contexte spécifique comme dans le contexte idéologique de leurs promoteurs pour être appréhendées au mieux.

## Références

Balandier, G. (1971), *Sens et puissance : les dynamiques sociales*, Paris, Presses Universitaires de France.

—. (2001), *Le grand système*, Paris, Fayard.

—. (2013), *Anthropologie politique*, Paris, Presses universitaires de France.

Bateson, G. (1972), *Steps to an Ecology of Mind*, Scranton, Chandler Publishing Company.

Boden, M. A. (2016), *Artificial Intelligence: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press.

Danaher, J. (2016), « The Threat of Algocracy: Reality, Resistance and Accommodation », *Philosophy and Technology*, vol. 29, n°3, p. 245-268.

Eveno, E. (2018), « La Ville intelligente, objet au cœur de nombreuses controverses », *Quaderni*, n°96, p. 29-41.

Gladius, M. et M. Michaelson (2018), « Illiberal and Authoritarian Practices in the Digital Sphere », *International Journal of Communication*, vol. 12, p. 3795-3813.

Hilgers, M. (2012), « Contribution à une anthropologie des villes secondaires », *Cahiers d'études africaines*, vol. 52, p. 29-55.

Ho, E. (2017), « Smart subjects for a Smart Nation? Governing (smart)mentalities in Singapore », *Urban Studies*, vol. 54, n°13, p. 3101-3118.

Kitchin, R. (2014), « The real-time city? Big data and smart urbanism », *GeoJournal*, vol. 79, n°1, p. 1-14.

Lussault, M. (2018), « L'allégorie de la *smart city* », *Tous Urbains*, vol. 23, n°3, p. 14-16.

Morozof, E. (2011), *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, New York, Public Affairs.

Picon, A. (2013), *Smart Cities. Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*, Paris, Éditions B2.

—. (2019), « Digital Fabrication, Between Disruption and Nostalgia: Notes on the Nature of Knowledge in Digital Architecture », in C. Ahrens et A. Sprecher (dir.), *Instabilities and Potentialities: Notes in the Nature of Knowledge in Digital Architecture*, Londres, Routledge, p. 221-236.

Rabari, C. et M. Storper (2015), « The digital skin of cities: urban theory and research in the age of the sensed and metered city, ubiquitous computing and big data », *Cambridge Journal of Regions, Economy, and Society*, vol. 8, p. 27-42.

Ryan, B. D. (2011), « Reading Through a Plan », *Journal of the American Planning Association*, vol. 77, n°4, p. 309-327.

Shirky, C. (2009), *Here Comes Everybody: The Power of Organizing Without Organization*, New York, Penguin.

Simmel, G. (1990 [1900]), « Individual Freedom », in G. Simmel, *The Philosophy of Money*, Londres, Routledge, p. 283-354.

Söderström, O., T. Paasche et F. Klauser (2014), « Smart cities as corporate storytelling », *City*, vol. 18, n°3, p. 307-320.

Weber, M. (1958 [1921]), *The City*, New York, Collier-Macmillan.

Zuboff, S. (2020), *L'âge du capitalisme de surveillance*, Paris, Zulma.